


Informations de base	
<b>2013/2259(REG)</b> REG - Règlement du Parlement	Procédure terminée
Règlement PE, article 90: accords internationaux <b>Subject</b> 8.40.01.08 Travaux du Parlement, procédure, sessions, règlement	

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">AFCO</span> Affaires constitutionnelles	MARTIN David (S&D)	14/10/2013
		Rapporteur(e) fictif/fictive BUŠI Zdravka (PPE) ILCHEV Stanimir (ALDE) HÄFNER Gerald (Verts/ALE) FOX Ashley (ECR) MESSERSCHMIDT Morten (EFD)	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
13/03/2014	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
18/03/2014	Vote en commission		
26/03/2014	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A7-0253/2014</a>	<a href="#">Résumé</a>
16/04/2014	Décision du Parlement	<a href="#">T7-0409/2014</a>	<a href="#">Résumé</a>
16/04/2014	Résultat du vote au parlement		
16/04/2014	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2013/2259(REG)
<b>Type de procédure</b>	REG - Règlement du Parlement
<b>Sous-type de procédure</b>	Règlement
<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 243-p1
<b>Autre base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 165
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée

[Portail de documentation](#)

## Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE519.723</a>	30/01/2014	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE529.818</a>	20/02/2014	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A7-0253/2014</a>	26/03/2014	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T7-0409/2014</a>	16/04/2014	<a href="#">Résumé</a>

## Règlement PE, article 90: accords internationaux

2013/2259(REG) - 26/03/2014 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires constitutionnelles a adopté le rapport de David MARTIN (S&D, UK) sur la modification de l'article 90 du règlement du Parlement européen.

Les députés proposent d'autoriser la présentation d'avis dans le contexte de l'examen des accords internationaux par le Parlement : en élargissant le champ d'application de l'article 90, paragraphe 4 de la durée des négociations à l'ensemble de la procédure - depuis le début des négociations jusqu'à la conclusion de l'accord -, le Parlement pourrait intervenir à tout moment pour préciser sa position à l'égard de l'approbation qu'il lui est demandé de donner.

L'article 90, paragraphe 5 du règlement serait modifié de façon à prévoir que lorsque le Conseil sollicite l'approbation ou l'avis du Parlement, sa demande est transmise par le Président à la commission compétente conformément à l'article 81 ou à l'article 43, paragraphe 1, du règlement.

Avant le vote, la commission compétente, un groupe politique ou un dixième des députés au moins pourraient proposer que le Parlement demande l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord international avec les traités.

## Règlement PE, article 90: accords internationaux

2013/2259(REG) - 16/04/2014 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 650 voix pour, 15 contre et 8 abstentions, de modifier l'article 90 du règlement du Parlement européen concernant les accords internationaux.

Les modifications adoptées sont les suivantes :

**Avis du Parlement dans le contexte de l'examen des accords internationaux (article 90, paragraphe 4) :** à tout moment des négociations et **de la fin des négociations jusqu'à la conclusion de l'accord international**, le Parlement pourrait, sur la base d'un rapport de sa commission compétente, adopter des recommandations en demandant qu'elles soient prises en considération avant la conclusion de l'accord.

**Examen par la commission compétente (article 90, paragraphe 5) :** lorsque le Conseil sollicite l'approbation ou l'avis du Parlement, sa demande serait renvoyée par le Président à la commission compétente pour examen, conformément à l'article 81 ou à l'article 43, paragraphe 1.

**Avis de la Cour de justice (article 90, paragraphe 6) :** avant le vote, la commission compétente, un groupe politique ou un dixième des députés au moins pourraient proposer que le Parlement demande l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord international avec les traités.